

Discours de Henri Brugmans au Congrès du Mouvement fédéraliste européen (Milan, 15 au 17 février 1948)

Légende: Lors du congrès du Mouvement fédéraliste européen organisé à Milan du 15 au 17 février 1948, Henri Brugmans prononce un discours sur l'indépendance de l'Europe face aux États-Unis et à l'Union soviétique.

Source: Fédération. Revue de l'ordre vivant. dir. de publ. Richard, Max. Avril 1948, n° 39. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_henri_brugmans_au_congres_du_mouvement_federaliste_europeen_milan_15_au_17_fevrier_1948-fr-852d5361-55f1-4aee-a338-cfa0800588df.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

Discours de Henri Brugmans au Congrès du Mouvement fédéraliste européen (Milan, 15 au 17 février 1948)

Indépendance européenne

par Henri BRUGMANS

TOUS les grands mouvements de l'histoire commencent par l'**utopie**, puis ils passent à la **doctrine** et finalement ils aboutissent à l'action.

Cela n'est pas nécessairement un abaissement. Je le sais bien : « **Tout commence par la mystique et tout finit par la politique** », comme le dit Péguy, mais le tout est de conserver la flamme à l'heure des batailles réelles et de garder présent à l'esprit le but final. Ce n'est pas la politique qui est le mal – c'est la politique au jour le jour, la politique confuse, que n'inspire plus un « mythe ». Voilà pourquoi, dans les congrès fédéralistes, lorsqu'il est question de tactique, il faut commencer par rappeler nos positions de base.

JE voudrais parler aujourd'hui du fédéralisme européen en tant que **mouvement d'indépendance**.

Pour ma part, je préfère le mot « d'indépendance » à celui de « neutralité » : celui-ci évoque toujours des idées d'indifférence et de pusillanimité et même d'illusionnisme. Car il ne suffit pas, à notre époque, pour être « neutre », de proclamer qu'on préfère rester à l'écart.

Nous comprenons ce que veut dire M. Uden, ministre des Affaires étrangères de Suède lorsqu'il refuse d'intégrer son pays dans un bloc : il veut dire qu'il ne veut pas faire servir le peuple suédois à une politique de puissance qui lui reste étrangère.

Mais, je le répète, cela ne suffit point. Même si, par prudence, les Suédois veulent s'en tenir uniquement à une fédération... oh ! non pas « européennes » ou « occidentale » mais tout simplement « nordique » ou « scandinave » - même alors, ils se font attaquer par l'organe de la Marine Rouge, qui ne veut pas laisser échapper l'hégémonie dans la Baltique...

Comme petit pays, entouré des Grands, on ne fait pas la politique de neutralité que l'on **veut**, hélas ! on fait celle qu'on **peut**, et la Suède ne « peut » pas grand'chose pour rester en dehors de la bagarre. Ni la France, d'ailleurs, ni l'Italie, ni aucun autre pays de l'Europe démembrée.

Pour être « neutre », il faut pouvoir faire une politique d'indépendance et, pour cela il faut être fort, il faut s'unir.

TOUT d'abord, j'affirme que pour être indépendant, il faut **vouloir** l'être d'une façon consciente, positive et constructive. Avant tout, il faut se libérer de la Peur.

Comment se manifeste-t-elle, cette Peur ? Par la capitulation devant les Grands de ce monde.

Regardons la réalité en face : il y a en Europe des millions d'êtres humains, qui attendent que l'Amérique les libère de ce qu'ils appellent « le danger russe » ou « le danger communiste ». Ils sont « antibolchevistes » par peur et ils seront prêts à accepter n'importe quel néo-fascisme, n'importe quelle colonisation étrangère. S'ils parlent quelquefois d'une « fédération européenne », ils la conçoivent comme une dépendance de Washington, devenu aujourd'hui la capitale politique du capitalisme.

D'autres, au contraire, craignent par-dessus tout l'infiltration du dollar et se résignent d'avance à la suprématie russe. Ils voient l'Europe unie sous le signe du drapeau rouge avec la faucille et le marteau... qui n'est pas seulement le drapeau d'une doctrine ou d'un parti, mais surtout celui d'une grande puissance mondiale.

Ces deux conceptions sacrifient pareillement toute possibilité d'une politique européenne d'indépendance.

Elles rejettent l'idée d'une mission particulière dévolue à l'Europe. Elles renoncent à la possibilité d'une conciliation internationale, proposée par l'Europe organisée et forte. Toutes les deux, elles capitulent.

ANALYSONS d'abord notre attitude envers les Etats-Unis.

Il est évident que, dans notre extrême pauvreté, nous ne pouvons refuser l'appui du potentiel américain. Il est évident aussi que nous risquons de nous voir imposer des conditions que, nationalement isolés, nous ne pouvons pas rejeter.

Il est évident enfin qu'un assujettissement de l'Europe occidentale aux Etats-Unis (comme celui des pays de l'Est à l'U.R.S.S.) consommerait la scission du Continent et renforcerait la politique des blocs qui mène à la guerre.

Mais on pourrait peut-être encore courir ce risque si la cause de l'Amérique était « bonne » et si le Président Truman avait eu raison lorsqu'il disait que son pays avait la mission de gouverner le monde sous le signe de la liberté.

Nous savons, hélas ! qu'il n'en est rien. Nous ne discutons pas le régime intérieur américain - qui, d'ailleurs, pourra changer - nous constatons simplement que l'Amérique n'apporte à l'Europe aucune directive valable, aucune « mystique » et que dans les pays qu'elle occupe (je songe notamment à l'Allemagne) elle n'a ouvert aucune perspective nouvelle. Si les Etats-Unis ont « exporté » une idéologie, c'est celle d'une prospérité toute matérielle. Et cette « idéologie » ne suffit vraiment pas pour guérir notre Europe malade !

Car elle est très touchée, très menacée. Economiquement d'abord. On tremble à la pensée d'une grande crise affectant tout l'Occident : toute secousse en Amérique équivaldrait chez nous à un tremblement de terre.

Mais moralement aussi, l'Europe est malade. Le fascisme l'a prouvé, comme le national-socialisme et, plus encore peut-être, l'impuissance déplorable de ce qu'on appelle le « centre » et la « gauche » démocratiques. Dans ces milieux (qui sont actuellement les milieux gouvernementaux de la plupart des pays européens), quel affaiblissement de l'instinct de lutte, quel manque de clairvoyance, de courage et d'efficacité ! Lorsqu'on saura, un - jour, tous les détails de notre politique intérieure dite « démocratique », dans l'avant-guerre et après la Libération - soyons sûrs que nous verrons un abîme s'ouvrir devant nous, un abîme d'incompétence, de faiblesse et d'aveuglement.

Or, l'Amérique nous apporte-t-elle le remède ? Vous savez bien que non. Elle pourra nous donner l'exemple de sa vitalité, de son sens pratique, de son goût pour l'action immédiate. Plus jeune que l'Europe, elle est moins pourrie de routines et de préjugés. Mais peut-elle nous guérir et nous libérer ?...

TOUT autrement se pose le problème communiste et russe. Là, certainement, il y a une « mystique » d'autant plus forte qu'elle est à la fois réelle et incontrôlable, d'autant plus menaçante que le faux idéal américain qu'on essaie d'exporter se vend très mal chez nous... Dieu merci.

En revanche, la Russie se présente comme l'Empire communiste, où le capitalisme, ennemi héréditaire du peuple, a été abattu. Le prestige de l'U.R.S.S. est essentiellement un prestige prolétarien et révolutionnaire. Là-bas, les « fils du peuple » sont au pouvoir ! le « Grand Soir » y fut une réalité.

Mais, ici encore, la réalité correspond-elle au rêve ? Je me contenterai de poser quelques points d'interrogation, non pour faire le procès du régime intérieur d'un empire qui, politiquement, s'est détaché de l'Europe, mais parce que je voudrais que les rapports entre l'U.R.S.S. et nous ne soient troublés ni par l'incompréhension qui engendre la haine, ni par l'adoration aveugle qui engendre les fanatismes malsains.

Je pose donc les questions suivantes :

Oui ou non existe-t-il en U.R.S.S. une censure dans tous les domaines de la presse, de la littérature, de la science, de la pensée, etc., etc... ?

Oui ou non existe-t-il en U.R.S.S. une police politique secrète qui se perfectionne sans cesse au lieu de disparaître à mesure que le régime dure ?

Oui ou non existe-t-il en U.R.S.S. un nationalisme qui a tendance à cloisonner de plus en plus la vie des peuples soviétiques ?

Je vous laisse le soin de répondre. J'ajoute qu'il ne s'agit nullement, en U.R.S.S., de phénomènes terroristes, rattachés à une période révolutionnaire ou de guerre civile. Le régime soviétique existe maintenant depuis trente ans, et ce que nous constatons, est-ce une « extinction » de l'Etat, prédite par Marx ? Ou bien en est-ce un renforcement toujours accéléré ?

J'affirme qu'à mon sens, la phase actuelle de la Russie n'est nullement le dernier mot de son histoire. Le peuple russe, doué comme le sont peu d'autres, continue à vivre provisoirement sur l'impulsion formidable de la Révolution d'Octobre. Il ne reviendra certainement pas en arrière, mais son évolution ne s'arrêtera pas là non plus. C'est à l'Europe de lui tendre la main et de lui montrer qu'on peut sortir du marasme sans sacrifier sa liberté.

Mais pour cela - il faut qu'elle s'unisse et se constitue en « troisième force », en force de progrès et de paix.

APRES ces remarques générales, j'aborde les sujets de l'actualité.

Or, la grande question aujourd'hui, c'est le discours de M. Bevin. Que faut-il en penser, à la lumière de nos principes ?

Je pense qu'il a été réconfortant dans une certaine mesure, mais qu'il est très insuffisant d'autre part et qu'il présente même des côtés très dangereux. S'il donne une impulsion politique, il ne faut certes pas l'arrêter, mais il faut faire l'impossible pour que le mouvement ne dégénère pas. Enfin, l'Angleterre, paraît abandonner sa politique classique d'isolement. Elle y est d'ailleurs forcée. Mais cela ne signifie encore nullement qu'elle s'engage dans la voie du Fédéralisme.

M. Bevin n'a pas parlé de la création nécessaire d'organismes supranationaux ou d'un plan économique commun. Il ne paraît viser, provisoirement, qu'un système purement diplomatique de traités bilatéraux. C'est mieux que rien, mais c'est encore bien vague et au fond cela ne résoud rien. Aucun mot sur la nécessité d'abandonner une part de la souveraineté nationale. Aucun appel à la conscience européenne. Aucune perspective sociale.

Le seul point clair, c'est l'aspect militaire. On propose au Benelux d'adhérer au pacte de Dunkerque, qui, comme vous le savez, est un pacte d'assistance mutuelle contre le danger allemand. Or, assez curieusement, on évoque l'éventualité que d'autres pays - et aussi l'Allemagne occidentale ! - pourraient se rattacher à l'« Union » projetée. Il est clair que M. Bevin n'a pas pensé à une éventuelle agression allemande, mais qu'il vise la Russie.

Pour ma part, l'histoire m'a appris que jamais aucune Fédération ne s'est formée sans force armée commune. Et, d'autre part, l'état actuel de nos soi-disant « défenses nationales » en est arrivé à un tel point d'absurdité qu'il faut passer à d'autres mesures.

Dans un monde armé il serait fou de vouloir créer une Europe Unie sans défense. Mais alors, il doit être posé comme principe que cette flotte, cette armée, cette arme aérienne européenne ne devront servir qu'à une politique d'indépendance telle que je l'évoquais tout l'heure. C'est-à-dire que le système militaire européen doit être défensif et ne servir en aucun cas des impérialismes étrangers. Techniquement, un réseau de « réduits fédéraux », tels que la Suisse en a donné l'exemple, pourrait être mis au service de notre sécurité. Si l'Europe était en état de légitime défense et si elle était prête à assurer sa neutralité active, elle ne serait plus le satellite de personne, ni tête de pont, ni porte ouverte à l'invasion.

Ce serait du reste avantageux pour tout le monde et particulièrement pour la Russie, si vraiment elle n'avait pas de visées impérialistes. Cette solution écarterait la menace américaine de ses frontières et lui assurerait sa sécurité à l'Ouest.

Pour les Etats-Unis, ce serait également une forteresse de moins à défendre et la possibilité de voir renaître un marché européen intéressant, comme débouché de leur économie.

Enfin, ce qu'une telle solution signifierait pour nous - inutile d'y insister. Ce serait la dignité, l'indépendance – peut-être l'unité intégrale du continent et la paix redevenues possibles.

Est-ce là ce qu'a voulu M. Bevin ? On peut en douter, mais la perspective s'ouvre pourtant et elle est devenue maintenant moins chimérique. A condition toutefois que l'opinion populaire en Europe pousse les hommes d'Etat dans cette direction de salut public. Là est le devoir des fédéralistes - ne l'oublions pas trop à travers nos petites difficultés intérieures !

DANS le domaine économique, le raisonnement est le même.

C'est une erreur redoutable que les seize pays soient engagés de nouveau dans une politique de mendicité nationale, au lieu de créer des organismes fédéraux supérieurs. Non seulement nous y avons déçu une fois de plus l'Amérique, mais c'est surtout une trahison à l'égard d'une Europe inquiète qui était en droit d'attendre qu'on lui ouvre enfin une perspective. A Montreux, M. Maurice Allais a calculé qu'une économie européenne fédérale permettrait d'élever le niveau de vie de un à trois. Qu'a-t-on fait pour rendre cela possible ? Qu'a-t-on tenté pour faire du « plan Marshall » un instrument de renouveau et d'organisation fédérale ? Qu'a-t-on essayé pour faire éclater les cadres étatiques qui nous étouffent ? Là encore, notre devoir est d'alerter l'opinion et de pousser ceux qui nous gouvernent ou qui prétendent le faire...

DANS tous les secteurs, l'offensive fédéraliste est donc indispensable. Et pour terminer, je voudrais insister sur deux points :

1° Sur l'importance des initiatives limitées, mais valables et fécondes comme le Benelux, le projet d'union douanière franco-italienne, celui de créer une administration supra-nationale de la houille blanche des Alpes. Ne dédaignons pas ces réalisations partielles mais immédiatement possibles. Sachons aussi qu'elles n'aboutiront jamais sans la pression d'une opinion éclairée ni sans des garanties institutionnelles militaires et politiques ;

2° Sur la politique de l'Europe à l'égard des territoires d'outre-mer, il est évident que le vieux continent ne peut pas vivre de ses propres ressources. Il a besoin de ses ci-devant « colonies », tout aussi bien que celles-ci ont besoin de lui.

Mais alors, il faut que cessent les stupides rivalités et querelles entre Européens.

Aucun pays d'Europe n'est plus capable, actuellement, de faire une politique « coloniale » de ses propres moyens. Appauvris en potentiel économique et en main-d'œuvre spécialisée - qu'avons-nous encore à offrir ? Notre nationalisme dans ce domaine ne nous sert plus, il nous dessert, car il nous dresse les uns contre les autres et par ailleurs il dresse contre nous (et contre notre passé nationaliste) la conscience populaire des races de couleur. Là encore, en dépassant le stade de l'effort national, de l'Etat national, des responsabilités purement nationales, jetons les bases d'une coopération concrète entre tous les Européens d'une part, et les autochtones de l'autre. Car si ces derniers s'émancipent aujourd'hui, ce n'est certes pas pour tomber sous la coupe d'une puissance étrangère encore plus formidable qu'aucune nation européenne !

J'AI voulu esquisser le tableau de la situation actuelle. C'est pour en conclure combien notre action est nécessaire.

Nous travaillons partout où nous le pouvons. Par la propagande de notre mouvement lui-même. Par la

formation de nos cadres surtout. Par l'action que nous déployons dans des associations de tout genre. Partout où des Européens discutent de la chose publique - partout où se trouvent les forces vivantes des nations - orientons les efforts et les pensées. Partout, nous mènerons « **la guerre contre la démagogie** » qui est, selon Péguy, « **la plus dure des guerres** ». Au delà des querelles de boutique, au delà des fanatismes partisans, au delà des illusions et des bourrages de crâne, posons nos solutions concrètes en même temps que notre foi.

Le monde a besoin de l'Europe. Voilà pourquoi elle doit retrouver le sens de sa mission. Elle ne le retrouvera que dans un cadre politique adéquat d'indépendance. Et l'indépendance européenne ne se conquiert que par la Fédération.

Henri BRUGMANS.

(Discours prononcé à Milan au cours du Congrès du Movimento federalista europeo, 15-17 février 1948.)